

Les risques d'incendies et le gaspillage sont abordés à Summerside

Le jeudi 23 mai, la Commission forestière s'est transportée à Summerside, pour y recevoir les commentaires du public, des gens de l'industrie et des propriétaires de boisés. Alors qu'à Abram-Village, le 21 mai, aucun député provincial n'était présent, à Summerside, Hilton MacLennan, député de Tyne Valley-Sherbrooke, a pu entendre les reproches faits à l'endroit de son gouvernement.

« C'est triste à dire, mais chaque fois que le gouvernement se mêle de quelque chose, c'est l'échec. J'ai participé aux audiences et aux études pour l'utilisation des terres, pour la qualité des sols, etc., et rien n'a été fait. Les sols sont en pire condition que jamais. Dans aucun de ces domaines, il n'y a eu d'amélioration. J'ai peu d'espoir pour ce nouveau rapport », a dit un intervenant à la consultation publique de la Commission forestière à Summerside, le 23 mai.

À Summerside, l'attention de la Commission forestière a été dirigée vers les risques d'incendie, associés à tout ce bois non récolté, plus de 18 mois après Fiona. « Je ne vous dirai pas que la Commission ne croit pas au risque d'incendie, mais ce dossier ne fait pas partie de notre mandat. Ce que les gens du gouvernement nous disent, c'est qu'ils ont assez de personnel dûment formé pour répondre aux situations qui pourraient survenir. Je ne fais que répéter ce qu'on nous a dit », a relayé Jean-Paul Arsenault, président de la Commission forestière.

Dans la salle, des soupirs ont accueilli cette déclaration, et ce n'était pas des soupirs de soulagement. « Les gens disent qu'il y a tellement de routes à l'Île qu'un feu ne pourrait pas s'étendre. J'ai vu dans l'ouest du Canada des feux se propager par-dessus des autoroutes à quatre voies », a lancé un autre participant.

Un gaspillage éhonté

Les tempêtes Fiona en 2022, et Dorian, en 2019, ont jeté à terre des tonnes et des tonnes d'arbres. Ceux qui sont tombés en forêt sont difficiles d'accès et « pas payants à récolter ».

Ceux qui sont tombés sur les routes, les maisons, et dans les cours et les propriétés privées ont été « récoltés » et entreposés dans 62 fosses d'un bout à l'autre de la province. En date de mars 2023, il a été estimé que ce bois aurait pu chauffer les 47 édifices gouvernementaux pendant six ans.

« J'aurais bien aimé récupérer cette biomasse et m'en servir pour mes fournaies, mais de la manière que tout a été mélangé, avec de la terre et d'autres détritiques, il n'y avait rien à en tirer », s'est plaint Dick Arsenault, qui gagne sa vie en transformant de la biomasse en chaleur. Il souhaite que dans l'avenir, un bien meilleur système de triage à la source soit mis en œuvre. « Dans une installation que j'ai visitée, dans une autre province, ils déchargent leurs cargaisons de biomasse sur le ciment et ils trient sur place », a-t-il dit.

Jean-Paul Arsenault insiste sur l'importance de parler de ces préoccupations aux députés et aux ministres du gouvernement provincial. « Il y a quelque temps, j'ai entendu un député décrire la valeur des dommages causés par Fiona à l'industrie agricole. Je lui ai demandé s'il avait des données semblables pour la forêt et sinon pourquoi. Il m'a répondu que personne ne l'appelait à propos des forêts », a raconté Jean-Paul Arsenault.

Par ailleurs, la PEI Woodlot Owners Association a reçu du financement pour embaucher une personne à temps partiel pendant un an, pour soutenir le développement, recruter plus de membres et gagner des appuis. Faire le <https://peiwoa.ca> pour en savoir plus.

ÉDITORIAL

L'industrie forestière, entre l'arbre et l'écorce

Jacinthe Laforest

L'industrie forestière à l'Île-du-Prince-Édouard est largement sous-estimée et sous valorisée. C'est en partie ce qui ressort des consultations publiques de la Commission forestière de l'Île-du-Prince-Édouard. Deux rencontres ont eu lieu la semaine passée, et aux deux endroits, le manque de soutien du gouvernement provincial à cette industrie est critiqué, alors que des ressources, d'une importance indécente en comparaison, vont à la pêche, à l'agriculture et même, au tourisme.

L'industrie forestière est blâmée pour les coupes à blanc qui sont pratiques courantes. C'est vrai qu'un terrain où il ne reste que des moignons d'arbres n'a rien pour réjouir l'œil. Les coupes à blanc ont mauvaise presse, mais pour les gens qui gagnent leur vie à récolter du bois, elles sont pratiquement la seule méthode pour leur permettre de dégager des revenus convenables.

Pour les propriétaires de boisés, les arbres sont une récolte, au même titre que des pommes de terre dans un champ. Après avoir planté des arbres, ou investi dans l'achat d'une terre à bois, ils considèrent qu'à terme, ils devraient avoir le droit de récolter ce qu'ils estiment leur revenir. L'opinion publique n'est pas de cet avis et critique l'industrie forestière pour des coupes à blanc.

L'opinion publique a raison, au sens où les opérateurs forestiers ne devraient pas avoir à recourir à cette méthode pour récolter le bois efficacement. Ils devraient pouvoir récolter les fruits mûrs et laisser les autres mûrir encore quelques années, comme on gère la récolte d'autres ressources.

Pour le gouvernement provincial, l'industrie forestière a une valeur tellement négligeable qu'elle ne vaut pas la peine qu'on y investisse. En plus, vu l'opinion publique, elle n'est pas rentable politiquement.

On espère que les données et informations récoltées par la Commission forestière aideront ce secteur à fleurir à nouveau. On a grandement besoin de reboisement et de mettre des ressources dans les programmes existants qui n'arrivent pas à répondre à la demande.

Le meilleur temps pour planter un arbre c'était il y a 20 ans. Le second meilleur temps est dès à présent.